

# Renforcement des capacités

Pour une planification et une mise en œuvre de politiques basées sur des données probantes en Afrique :

*Soutien de l'IFPRI au PDDAA en 2017–2018*



# Introduction

Depuis 2006, l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI) soutient la recherche sur les politiques et le renforcement des capacités pour guider la planification et la mise en œuvre du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA). Approuvé en 2003 par les chefs d'État et de gouvernement africains, le PDDAA est un cadre continental d'accélération de la croissance et des progrès vers la réduction de la pauvreté ainsi que l'accès à la sécurité alimentaire et nutritionnelle grâce à une stratégie de croissance axée sur l'agriculture.

Le Système Régional d'Analyse Stratégique et de Gestion des Connaissances (ReSAKSS) a été créé en 2006 dans le cadre du soutien de l'IFPRI au PDDAA. Il fournit des analyses, des données et des outils pertinents nécessaires à la formulation et à la mise en œuvre de politiques et de stratégies du secteur agricole fondées sur des données probantes et permettant de faciliter le dialogue politique, la revue par les pairs, l'analyse comparative et les processus d'apprentissage mutuel du PDDAA. Le ReSAKSS est facilité par l'IFPRI, en partenariat avec les centres du CGIAR basés en Afrique, la Commission de l'Union Africaine (CUA), l'Agence de Planification et de Coordination du NEPAD (APCN) et les principales Communautés Economiques Régionales (CER).

En 2010, en partenariat avec des organismes de recherche sous-régionaux, l'IFPRI a établi le Consortium « Modélisation des Politiques pour la Croissance et le Développement en Afrique » (AGRODEP) dans le but de créer une masse critique d'experts africains capables de jouer un rôle majeur dans le traitement des problèmes de développement stratégique auxquels le continent fait face, y compris les besoins analytiques du programme de mise en œuvre du PDDAA. Dirigé par l'IFPRI, le Consortium de Modélisation AGRODEP facilite l'utilisation d'outils de modélisation économique, favorise l'accès aux sources des données, offre des bourses de formation et de recherche et soutient la collaboration entre chercheurs africains et internationaux.

Ce rapport met en avant les réalisations accomplies par l'IFPRI et ses partenaires en 2017 et au cours de la première moitié de l'année 2018, dans le cadre de l'appui au programme de mise en œuvre du PDDAA à travers le ReSAKSS et le Consortium de Modélisation AGRODEP.

## SOUTIEN DU RESAKSS AU PROCES- SUS DE REVUE ET DE DIALOGUE DANS LE CADRE DU PDDAA

Le ReSAKSS poursuit sa contribution au programme de mise en œuvre du PDDAA à travers : sa publication phare, le *Rapport Annuel sur les Tendances et les Perspectives* (ATOR, en anglais) ; le suivi des indicateurs du PDDAA ; les produits de connaissances en ligne ; et le renforcement des capacités pour la responsabilisation mutuelle.

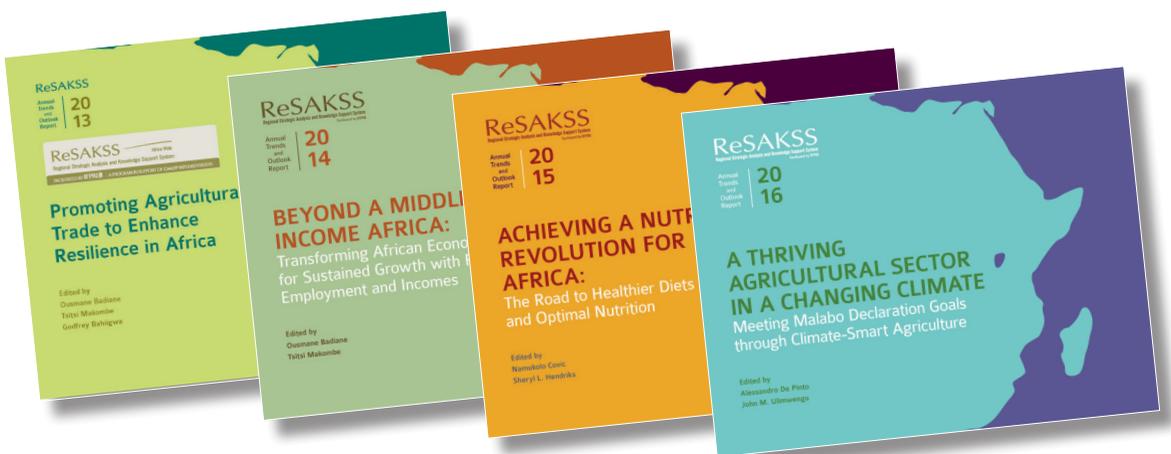
### Suivi des progrès du PDDAA

L'ATOR concerne toute l'Afrique et fait office de rapport officiel de suivi-évaluation du PDDAA. L'ATOR 2016 - 2017 intitulé « Un secteur agricole prospère face au changement climatique : Atteindre les objectifs de la Déclaration de Malabo grâce à une agriculture intelligente face au changement climatique » a été lancé en octobre 2017 à Maputo lors de la Conférence Annuelle du ReSAKSS sur le même thème. Le rapport a fait le bilan des connaissances du moment sur les effets du changement climatique, a examiné les données existantes sur l'efficacité des diverses stratégies d'agriculture intelligente face au climat (AIC) et a fourni des exemples de pratiques et d'outils d'AIC pour l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes. L'ATOR indique que les progrès vers la stimulation de la productivité agricole et l'amélioration de la sécurité alimentaire en Afrique sub-saharienne (ASS) pourraient

ralentir en raison de la hausse des températures, de l'évolution des schémas pluviométriques et des phénomènes météorologiques extrêmes devenus plus fréquents. Le rapport souligne que l'adoption généralisée des pratiques d'AIC en ASS a une influence positive sur la production agricole et contribue à la réduction des prix et à la diminution du nombre de personnes exposées à la faim de même qu'à la malnutrition. L'efficacité des pratiques d'AIC dépend non seulement de leur adoption généralisée, mais aussi de l'adaptation aux changements climatiques dans l'ensemble des systèmes agricoles et alimentaires.

A l'instar des précédents rapports, l'ATOR 2016 - 2017 évalue les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du PDDAA en se basant sur le cadre de résultats. Globalement, les processus du PDDAA ont été largement mis en œuvre en Afrique. La plupart des indicateurs du PDDAA ont évolué dans la direction attendue depuis 2003. Des améliorations générales ont été observées au fil du temps dans les domaines de la productivité agricole et de la croissance de la valeur ajoutée, du commerce agricole intra-africain et de la réduction de la pauvreté, de la malnutrition infantile et de la sous-alimentation des adultes. Les premiers pays à s'être engagés dans le processus du PDDAA et ceux qui ont eu à franchir la plupart des étapes de mise en œuvre ont obtenu de meilleurs résultats.

La conférence 2017 du ReSAKSS à Maputo



a réuni plus de 160 participants pour discuter du rapport et mesurer les progrès réalisés pour soutenir la mise en œuvre du PDDAA, y compris : l'évaluation des progrès et des leçons apprises lors de la préparation à la première Revue Biennale (RB) du PDDAA ; la formulation d'une nouvelle génération de Plans Nationaux d'Investissement Agricoles (PNIA) conformes aux engagements de la Déclaration de Malabo ; et la mobilisation des capacités locales pour soutenir les besoins analytiques du PDDAA au

niveau des pays.

Le Secrétaire Permanent du Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire du Mozambique a officiellement ouvert la conférence. Douze manifestations parallèles de pré-conférence ont été organisées par les partenaires du ReSAKSS, dont la CUA, la SNV, la Fondation Africaine pour la Technologie Agricole (AATF, en anglais), *Action Aid*, la Coalition des acteurs non étatiques du PDDAA, *Africa Lead*, l'Université de Kiel et l'IFPRI.



Conférence Annuelle du ReSAKSS, du 25 au 27 octobre 2017, à Maputo, Mozambique

Au cours du premier semestre 2018, la compilation de l'ATOR 2017-2018 intitulé « Stimuler la croissance pour éliminer la faim d'ici 2025 : le rôle de la protection sociale » s'est accélérée. L'ATOR examinera en profondeur le sujet de la protection sociale en Afrique en étudiant : (1) l'expérience de l'Afrique dans la mise en œuvre des programmes de protection sociale ; (2) les lacunes dans les connaissances liées au renforcement du rôle de la protection sociale dans le lissage de la consommation, dans la croissance et la transformation de l'agriculture inclusive et dans le renforcement de la résilience des moyens de subsistance ; et 3) les implications stratégiques pour la conception et le déploiement de programmes nationaux de filets sociaux en Afrique en concordance avec l'engagement de la Déclaration de Malabo, à savoir, éliminer la faim sur le continent d'ici 2025 – notamment en intégrant la protection sociale avec des mesures visant à accroître la productivité agricole.

L'ATOR 2017-2018 sera rendu public lors de la Conférence Annuelle 2018 du ReSAKSS qui se tiendra à Addis Abeba du 24 au 26 octobre 2018. Le ReSAKSS a également entamé la production de l'ATOR 2018-2019 sur la parité en Afrique rurale au cours du premier trimestre 2018. D'éminents experts (africains et internationaux) en la matière contribuent à l'élaboration des deux Rapports ATOR.

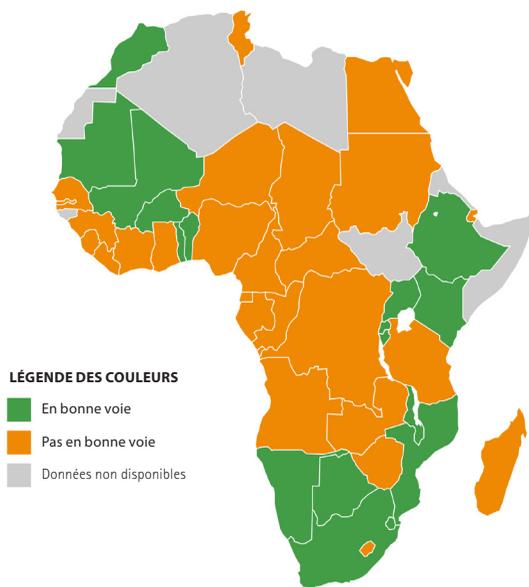
## La Revue Biennale du PDDAA

Sous la direction de la Commission de l'Union Africaine (CUA) et de l'Agence de Planification et de Coordination du NEPAD (APCN), le ReSAKSS a apporté un soutien important à la Revue Biennale (RB) inaugurale du PDDAA. La RB du PDDAA est un processus de responsabilisation mutuelle pour l'évaluation des performances du secteur agricole aux niveaux national, régional et continental, par rapport aux engagements de la Déclaration de Malabo de 2014. En collaboration avec la CUA, l'APCN et d'autres partenaires techniques, le ReSAKSS a soutenu l'élaboration de directives techniques et d'indicateurs de la RB, ainsi que la formation de 156 experts provenant de 52 pays. Le ReSAKSS a dirigé l'élaboration d'une interface conviviale pour faciliter la saisie des données et la génération automatique de fiches d'évaluation, il a également soutenu les efforts de collecte et d'analyse des données des pays et des Communautés Economiques Régionales (CER) ainsi que la rédaction de rapports nationaux et de résumés régionaux. Du 25 au 27 septembre 2017, le ReSAKSS a participé à un atelier de travail à Nairobi, au Kenya, consacré à la rédaction d'un rapport sur la RB continentale, à l'élaboration de fiches d'évaluation au niveau national et de résumés régionaux basés sur les contributions des pays et des CER. Le rapport préliminaire de la RB continentale



Participants à l'atelier de formation sur la RB en Afrique du Nord, du 17 au 21 juillet 2017, à Tunis, Tunisie

## Fiche d'évaluation 2017 de la transformation de l'agriculture en Afrique (AATS)



### Etat d'avancement des pays dans la mise en œuvre de la Déclaration de Malabo pour la transformation de l'agriculture en Afrique

Par rapport à la référence fixée à 3,9 sur 10, considérée comme le score minimum d'un pays en bonne voie pour la mise en œuvre de la Déclaration de Malabo, les pays dont les scores sur 10 apparaissent en "vert" sont EN BONNE VOIE, et les pays dont les scores apparaissent en "orange" ne sont PAS EN BONNE VOIE, selon la notation 2017 présentée lors de l'Assemblée de l'UA de janvier 2018.

Algeria	Angola	Benin	Botswana
n.a.	2.1	4.3	4.4
Burundi	Burkina Faso	Cameroon	Cabo Verde
4.7	4.2	2.1	4.6
Centr African Rep.	Chad	Comoros	Congo
2.4	2.2	n.a.	2.8
Côte d'Ivoire	DIR Congo	Djibouti	Egypt
3.5	1.4	3.2	3.4
Equatorial Guinea	Eritrea	Ethiopia	Gambia
3.6	n.a.	5.3	3.1
Ghana	Guinea	Guinea-Bissau	
3.9	3.3	n.a.	
Kenya	Lesotho	Liberia	Libya
4.8	3.7	0.9	n.a.
Madagascar	Malawi	Mali	Mauritania
3.1	4.9	5.6	4.8
Mauritius	Morocco	Mozambique	Namibia
5.0	5.5	4.1	4.1
Niger	Nigeria	Rwanda	Rep. A. Saharawi
3.5	3.4	6.1	n.a.
Sierra Leone	Somalia	South Africa	South Sudan
1.5	n.a.	4.1	n.a.
Senegal	Senegal	Seychelles	Sudan
1.5	3.8	4.0	1.9
Sierra Leone	Tanzania	Togo	Tunisia
1.5	3.1	4.9	1.7
Uganda	Zambia	Zimbabwe	2017 Benchmark
4.4	3.6	3.2	3.9

Source de la carte : IFPRI (Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires), 2018, "Tracking Progress on Agricultural Transformation" IFPRI Insights, [www.ifpri.org/newsletter/ifpri-insights-march-2018](http://www.ifpri.org/newsletter/ifpri-insights-march-2018) ; Source du tableau : CUA (Commission de l'Union Africaine), 2018, *Inaugural Biennial Review Report of the African Union Commission on the Implementation of the Malabo Declaration on Accelerated Agricultural Growth and Transformation for Shared Prosperity and Improved Livelihoods* (Addis Ababa : CUA) .

a été approuvé début octobre 2017 par le Comité Technique Spécialisé de l'UA sur l'Agriculture, le Développement Rural, l'Eau et l'Environnement, qui réunit les Ministres de l'Agriculture des États-Membres de l'Union Africaine.

À la fin du mois de décembre 2017 et au début de janvier 2018, le ReSAKSS a aidé à finaliser le rapport sur la RB continentale ; il a apporté des contributions aux documents de la RB présentés au Sommet de l'UA qui s'est tenu le 29 janvier 2018 à Addis-Abeba ; et généré des cartes résumant les résultats de la RB. Le rapport de la RB du PDDAA, comprenant la toute première fiche d'évaluation de la transformation de l'agriculture africaine (AATS, en anglais), a été disséminé pendant le Sommet. Ainsi, sur les 47 pays ayant présenté leur rapport, 20 ont obtenu un score global de transformation agricole d'au moins 3,9 sur 10, ce qui indique qu'ils sont sur la bonne voie pour atteindre les engagements de Malabo d'ici 2025. La RB inaugurale marque une étape importante dans la promotion de la responsabilisation mutuelle en Afrique. Les progrès réalisés par les pays sur une courte période sont

louables, témoignent de l'engagement de chaque pays dans le processus et sont preuves du soutien apporté par de multiples partenaires, y compris le ReSAKSS. Toutefois, avec un score de 3,6, l'Afrique dans son ensemble n'est pas sur la bonne voie pour tenir les engagements pris à Malabo. Sur le plan régional, seules l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe – avec des scores respectifs de 4,2 et 4,0 – sont bien positionnées. Le Sommet a distingué trois pays ayant accompli le plus de progrès dans la mise en œuvre des engagements de Malabo : le Rwanda, avec un score global de transformation agricole de 6,1, reconnu comme le pays le plus performant dans la mise en œuvre des sept engagements ; puis le Mali et le Maroc qui arrivent respectivement en deuxième et troisième position, avec des scores de transformation agricole de 5,6 et 5,5.

### Quatorzième réunion de la Plateforme de Partenariat du PDDAA

Avant la 14<sup>ème</sup> réunion de la Plateforme de Partenariat du PDDAA organisée à Libreville, au Gabon, du 25 au 27 avril 2018, la CUA et l'APCN, en partenariat avec le ReSAKSS, l'Alliance pour une

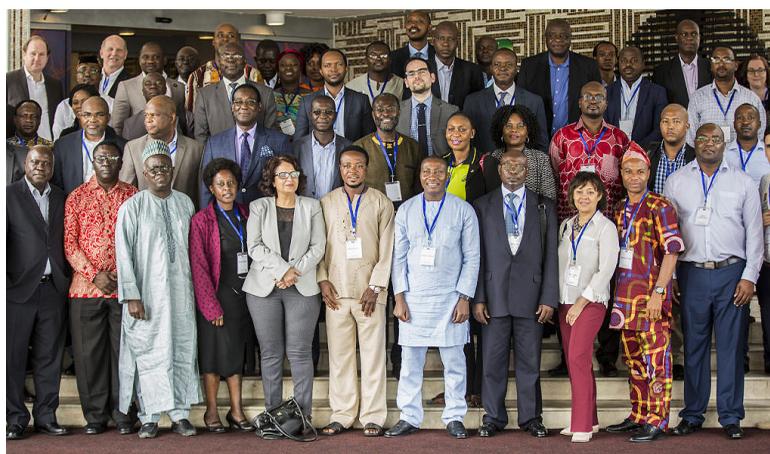


Quatorzième réunion de la Plateforme de Partenariat du PDDAA, du 25 au 27 avril 2018, à Libreville, Gabon

Révolution Verte en Afrique et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, ont organisé un atelier d'apprentissage du 23 au 24 avril. Les participants ont débattu de leurs expériences et des apprentissages que les pays, les CER, les acteurs non étatiques, les institutions techniques et les partenaires au développement ont tiré du processus de la RB inaugurale. L'événement a permis de souligner la nécessité d'adopter des approches multipartites inclusives dans le processus de la RB, afin de renforcer les systèmes nationaux de données et de suivi-évaluation (S&E) d'une part ; et afin que les pays puissent tirer parti des mécanismes existants tels que le processus de RCA

(Revue Conjointe Agricole), de l'autre. Le personnel du ReSAKSS a également participé à la réunion de la Plateforme de Partenariat, qui était axée sur l'identification des moyens d'accélérer la mise en œuvre des PNIA tout en s'appuyant sur la dynamique apportée par le rapport de la RB inaugurale.

Le 25 avril 2018, le ReSAKSS a organisé une manifestation en marge de la réunion de la Plateforme de Partenariat du PDDAA afin de : présenter aux participants les produits de connaissances du ReSAKSS ; introduire le thème principal de l'ATOR 2017-2018 sur la protection sociale ; et annoncer le ReSAKSS Data Challenge, un concours ouvert à tous les Africains du continent et de la



Participants à l'atelier d'apprentissage, du 23 au 24 avril 2018, à Libreville, Gabon

diaspora (chercheurs, artistes et autres) dont l'objectif est de créer un produit de connaissance innovant – sous forme d'essai ou de rapport, d'art visuel ou de service informatique – en utilisant les ressources du ReSAKSS. Les participants à la manifestation parallèle ont souligné la nécessité de prendre en compte les systèmes locaux ou informels de protection sociale dans les

programmes nationaux de protection sociale et la nécessité d'intégrer les mesures de protection sociale et les bonnes pratiques dans la formulation actuelle des PNIA de deuxième génération.

### Revue Conjointes Agricoles

Le ReSAKSS soutient la réalisation de Revues Conjointes Agricoles (RCA) régulières, inclusives et complètes. En particulier, le ReSAKSS effectue des évaluations des RCA aux niveaux national et régional pour examiner la politique agricole et le paysage institutionnel, les résultats du secteur agricole, la qualité du processus de revue actuel et les moyens de l'améliorer. En 2017 et au premier semestre de 2018, le ReSAKSS a continué à apporter un soutien technique pour renforcer les RCA dans la plupart des 17 pays ayant bénéficié d'évaluations de RCA entre 2014 et 2016. L'évaluation de RCA pour les Seychelles a été réalisée et finalisée au premier semestre 2018.

Le ReSAKSS-SA (ReSAKSS pour l'Afrique australe) a engagé un dialogue avec les gouvernements de la Namibie et du Lesotho pour effectuer des évaluations de RCA dans ces pays au cours du second semestre de 2018. Le ReSAKSS-SA a également aidé le SAKSS du Mozambique à réaliser une seconde évaluation de RCA, complétée et validée en mai 2017. Le ReSAKSS-ECA (ReSAKSS pour l'Afrique de l'Est et du Centre) a présenté le concept de RCA régionale à la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) lors d'une réunion organisée à Kigali en mai 2017 pour examiner le projet de Plan Régional d'Investissement Agricole de la CAE. Pendant ce temps, le ReSAKSS-WA (ReSAKSS pour l'Afrique de l'Ouest) a apporté un soutien technique à l'organisation du premier atelier de RCA du Nigeria, qui s'est tenu à Abuja les 28 et 29 septembre. Plus de 100 participants provenant des principaux groupes d'intervenants à travers le pays ont assisté à l'événement. L'IFPRI est actuellement en phase de finalisation des rapports d'évaluation de RCA de la Côte d'Ivoire, de la RDC, du Niger, du Swaziland, du Togo, de l'Ouganda, de la Zambie et du Zimbabwe pour leur publication en 2018.

Le ReSAKSS-WA a également apporté un soutien technique à la réunion régionale de RCA 2017-2018 de la CEDEAO, qui s'est tenue les 26 et 27 mars 2018 à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Les participants ont discuté des résultats de l'évaluation de la RCA régionale (RCA-R) de la communauté, rédigé les termes de référence pour la mise en œuvre de la RCA-R et discuté du mécanisme de suivi-évaluation du PDDAA. À la fin de la réunion, les participants ont établi trois sous-comités de RCA régionale et ont convenu d'une feuille de route pour sa mise en œuvre.

### Plans Nationaux d'Investissement Agricole

Le ReSAKSS et l'IFPRI ont apporté un soutien technique au développement de la prochaine génération de PNIA dans 22 pays, y compris les 15 États-Membres de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), en étroite collaboration avec la CUA, l'APCN et d'autres partenaires techniques. Plus concrètement, l'IFPRI a rassemblé des données, affiné des méthodologies et assuré la formation et la coordination, pour aider les experts locaux à effectuer des analyses servant à la conception et à l'évaluation des PNIA. En octobre 2017 et mars 2018, l'IFPRI a organisé deux ateliers sur les PNIA à Saly, au Sénégal, pour aider les États-Membres de la CEDEAO à améliorer leurs documents de PNIA en intégrant les conclusions des recherches menées par l'IFPRI. L'atelier de mars a permis de fournir des formats plus accessibles de l'analyse des PNIA effectuées par l'IFPRI et les experts locaux, de même que les conditions et circonstances permettant de recevoir la rétroaction des experts des domaines thématiques sur l'amélioration des programmes et interventions décrits dans les PNIA provisoires. Tous les PNIA des pays de la CEDEAO devraient être achevés en 2018. Les travaux de modélisation du PNIA du Kenya ont été achevés au premier trimestre de 2018 tandis que les PNIA de l'Éthiopie, des Seychelles et de l'Ouganda sont en cours de finalisation.

Pour chaque pays, le travail analytique réalisé par l'IFPRI et le ReSAKSS génère trois produits



*Le 13 octobre 2017 à Saly, Sénégal : Atelier d'apprentissage mutuel et de renforcement des capacités sur l'évaluation et la conception des PNIA des Etats-Membres de la CEDEAO*

essentiels : (1) le Rapport 'Évaluation du statut et profil des pays' (M-SAP), qui passe en revue les changements intervenus dans chaque pays au cours du dernier PNIA et évalue la situation par rapport aux domaines thématiques de Malabo, fournissant ainsi une base de référence pour mesurer les futurs progrès à réaliser dans le but d'atteindre les objectifs ; (2) le Rapport 'Objectifs et jalons de Malabo' (M-GMR), qui définit les objectifs intermédiaires qu'un pays doit atteindre pour réaliser les engagements de Malabo en matière de croissance agricole et de réduction de la pauvreté ; et (3) le Rapport 'Opportunités de politiques et de programmes', qui identifie les actions spécifiques nécessaires au niveau national afin d'atteindre les objectifs de Malabo dans chaque domaine thématique, les opportunités politiques et institutionnelles dans le pays et les bonnes pratiques existantes qui pourraient être adaptées par le pays.

Le ReSAKSS a également participé à la revue technique indépendante des PNIA du Malawi et du Rwanda afin d'assurer leur cohérence technique et leur conformité aux engagements de Malabo. Les revues techniques des PNIA du Malawi et du Rwanda ont eu lieu à Lilongwe en octobre 2017 et à Kigali en décembre 2017, respectivement.

### **Nœuds SAKSS et eAtlas nationaux**

L'un des éléments essentiels au succès du processus

du PDDAA et à la réalisation de ses objectifs au niveau national est l'actualisation continue des données et des résultats de recherche pour guider la conception et la mise en œuvre de divers programmes et interventions dans le secteur agricole. Les plateformes du Système d'Analyse Stratégique et de Gestion des Connaissances (SAKSS) visent à répondre aux besoins spécifiques des pays en termes d'analyse et de capacités, tout en travaillant en étroite collaboration avec les plateformes de connaissances au niveau régional (ReSAKSS). À ce jour, des plateformes SAKSS ont été établies dans 14 pays : au Bénin, au Burkina Faso, en République Démocratique du Congo (RDC), en Éthiopie, au Ghana, au Kenya, au Mali, au Mozambique, au Rwanda, au Sénégal, en Tanzanie, au Togo, en Ouganda et au Zimbabwe. La plateforme SAKSS du Zimbabwe a été lancée en novembre 2017, avec un financement du Marché Commun pour l'Afrique Orientale et Australe (COMESA, en anglais) et un soutien technique du ReSAKSS-SA. Les nœuds du ReSAKSS fournissent un support technique pour un fonctionnement optimal des plateformes et une mise en place des structures de gouvernance et des réseaux analytiques permettant de connecter les décideurs politiques et autres acteurs du développement aux données et aux analyses.

Avant la création d'une plateforme SAKSS, une évaluation des besoins en renforcement des capacités (*Capacity Need Assessment - CNA*, en anglais) est effectuée pour établir un bilan des capacités institutionnelles, humaines et techniques existantes dans un pays et recommander un plan d'action pour combler toute lacune. Une CNA a été réalisée pour les Seychelles au cours du premier trimestre de 2018, en préparation de la mise en place d'un nœud SAKSS dans ce pays.

Le ReSAKSS a développé l'eAtlas national, un outil de base des plateformes SAKSS permettant de cartographier des données hautement détaillées sur les indicateurs agricoles, socio-économiques

et biophysiques. À ce jour, le ReSAKSS a développé des eAtlas pour 23 pays, en collaboration avec les plateformes nationales SAKSS et a organisé des ateliers nationaux dans plus d'une douzaine de pays pour examiner les données sous-jacentes et former les parties prenantes dans chaque pays à l'utilisation et à la gestion de l'outil et des données. L'outil 'eAtlas national' du ReSAKSS a été sélectionné pour le prix d'excellence 2018 de *Geospatial World Award*, une distinction importante reconnaissant son caractère innovant.

Le ReSAKSS a organisé un atelier continental d'apprentissage et d'échange sur les eAtlas nationaux, qui s'est tenu à Dakar les 17 et 18



Atelier sur les e-atlas nationaux du ReSAKSS, du 17 au 18 octobre 2017, à Dakar, Sénégal

octobre 2017. Une nouvelle version de l'eAtlas et de ses outils a été présentée aux experts de 14 pays : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la RDC, le Ghana, le Kenya, le Malawi, le Mali, le Mozambique, le Rwanda, la Tanzanie, le Togo, la Tunisie et l'Ouganda. La formation a permis aux participants de partager leurs expériences dans la gestion et la maintenance de leurs eAtlas respectifs et d'élaborer des plans de travail annuels pour 2018.

### Gestion des connaissances

Dans son rôle de plateforme de connaissances et de réserve de ressources, le ReSAKSS tient informés ses partenaires et les parties prenantes de l'actualisation du programme de mise en œuvre du PDDAA à travers le site Web du ReSAKSS et diverses plateformes de réseaux sociaux, en publiant régulièrement un bulletin d'information. Le site du ReSAKSS présente des bases de données, des outils de suivi et de cartographie, des indicateurs à l'échelle continentale, mais aussi régionale et nationale. Il propose des suivis des profils nationaux et régionaux, des publications du ReSAKSS et des ressources sur les processus de mise en œuvre et de responsabilisation mutuelle du PDDAA. Le site Web du ReSAKSS permet aux utilisateurs de sélectionner les indicateurs et les pays à des fins de comparaison et de publication des résultats sous divers formats, tels que des cartes et des graphiques à barres et à lignes, tous disponibles en téléchargement immédiat. En 2017 et au début de 2018, le site Web a attiré un total de 10.965 visiteurs uniques, 51.245 pages consultées et plus de 3.920 téléchargements de publications du ReSAKSS. Les plateformes des réseaux sociaux (*Twitter*, *SlideShare* et *Facebook*) aident à faire connaître les activités du ReSAKSS et informent sur les événements et l'agenda du PDDAA. Le ReSAKSS compte actuellement 2.982

## Site Web du ReSAKSS

The screenshot displays the ReSAKSS website interface. At the top, there are navigation tabs for 'Tracking Indicators', 'Monitoring Progress', 'Mutual Accountability', and 'eAtlas'. The main content area is divided into several sections:

- TRACKING INDICATORS:** A map of Africa with a legend for 'Agriculture value added growth rate (%)'. Below the map is a 'Learn!' button.
- MONITORING PROGRESS:** A line graph showing 'Agriculture value added growth rate (%)' for Africa wide, with a specific data point for 2016 at 2.54%. Below the graph is a 'Learn!' button.
- MUTUAL ACCOUNTABILITY:** A map showing 'SENEGAL' and 'ETHIOPIA' with a legend. Below the map is a 'Learn!' button.
- EATLAS:** A screenshot of the eAtlas tool interface, showing a map and various data points.
- BLOG:** Two blog posts are visible, including 'Malawi's Agriculture Joint...' and 'Africa's Journey to...'. Below the blog posts is an 'EVENT' section with a poster for '2018 ReSAKSS Africa Knowledge Exchange'.

At the bottom of the screenshot, the website URL **WWW.RESAKSS.ORG** is displayed.

followers sur *Twitter* et 1.292 likes sur *Facebook*, et le site comptabilise 26.544 consultations sur *SlideShare* entre juin 2017 et juin 2018.

## RENFORCER LES CAPACITÉS POUR LA MODÉLISATION ÉCONOMIQUE A TRAVERS AGRODEP

En s'appuyant toujours sur la base établie lors de sa première phase, le Consortium AGRODEP augmente le nombre de ses membres et déploie son expertise technique pour fournir une analyse politique et des services consultatifs stratégiques aux organisations étatiques et non étatiques tant au niveau national que régional.

### Analyse politique et services consultatifs

Dans le cadre de sa nouvelle composante 'Services de Conseils et d'Analyse des Politiques' (PAAS, en anglais), l'AGRODEP continue à développer son infrastructure institutionnelle pour soutenir la prestation de services fournie par ses membres éminents, c'est-à-dire les équipes PAAS. Avec la reconnaissance croissante d'AGRODEP comme un

réseau majeur d'experts africains, plusieurs membres sont mobilisés pour apporter leur expertise dans les activités dirigées par le ReSAKSS ainsi que dans les projets et propositions réalisés en collaboration avec des organisations internationales et des universités. Par exemple, dans le cadre du projet du Programme d'Accompagnement de la Recherche pour l'Innovation Agricole (PARI), les membres d'AGRODEP et leurs mentors, en collaboration avec le Centre Allemand de Recherche pour le Développement, ont fourni un soutien analytique à la promotion d'innovations agricoles efficaces dans le secteur agro-alimentaire de plusieurs pays africains. En octobre 2017, plusieurs membres du réseau AGRODEP ont participé à la Table Ronde sur les Politiques Nationales du PARI en Éthiopie, où les résultats préliminaires des travaux de modélisation économique ont été présentés aux principales parties prenantes impliquées dans les processus nationaux d'innovation en Éthiopie. De même, en février 2018, plusieurs membres du réseau AGRODEP ont participé à la Table Ronde sur la Politique Nationale et à la réunion annuelle de recherche et de planification du PARI, qui se sont toutes deux déroulées à Cotonou, au Bénin. Les résultats préliminaires de la recherche et leurs implications

politiques ont été présentés aux principales parties prenantes lors de ces rencontres.

De la mi-2017 au premier trimestre de 2018, quatre membres d'AGRODEP et leurs mentors ont réalisé des évaluations de performance de la Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (NASAN) au Bénin, au Ghana et au Nigeria. La NASAN est un engagement conjoint des gouvernements, des organisations financières partenaires et du secteur privé pour parvenir à une croissance agricole durable et inclusive par le biais de la stimulation de l'investissement privé dans le secteur agricole de 10 pays africains. Le consortium AGRODEP, par l'intermédiaire de l'IFPRI, a été mandaté par trois agences donatrices (DFID, GIZ et USAID) pour évaluer la performance de la NASAN depuis son lancement en 2012. Les rapports d'évaluation pour le Bénin, le Ghana et le Nigeria ont été publiés en mars 2018, et un rapport de synthèse couvrant ces trois pays et le Burkina Faso est paru en mai 2018.

En 2017, plus de 50 membres d'AGRODEP se sont joints au groupe d'experts des PNIA et ont participé à des ateliers techniques sur les méthodologies et les outils à utiliser pour l'évaluation et la conception des PNIA. Organisée par le ReSAKSS,



*Formation AGRODEP : Analyse politique et innovations dans les chaînes de valeur, du 19 au 20 décembre 2017, à Dakar, Sénégal*



*Participants à la formation AGRODEP : Analyse politique et innovations dans les chaînes de valeur, du 19 au 20 décembre 2017, à Dakar, Sénégal*

cette série d'ateliers portait sur l'analyse du genre, l'agriculture intelligente face au climat, les outils d'analyse prospective, le commerce régional, l'analyse des dépenses publiques agricoles, la sécurité alimentaire et la nutrition, les objectifs de croissance agricole et de réduction de la pauvreté. A la suite de cette formation, plusieurs membres d'AGRODEP ont participé à des travaux de modélisation économique et à la préparation de rapports sur les objectifs et les jalons de Malabo. D'autres membres d'AGRODEP ont participé en tant qu'experts thématiques aux ateliers sur les PNIA des États Membres de la CEDEAO organisés en octobre 2017 et en mars 2018 à Saly, au Sénégal.

### **Modèles économiques, boîtes à outils et bases de données**

En octobre 2017, AGRODEP a produit une nouvelle boîte à outils sur les règles de bouclage macroéconomique et publié un document technique connexe intitulé « Sensibilité des modèles d'équilibre calculable aux règles de bouclage macroéconomiques : éléments probants du modèle standard de l'IFPRI ». En utilisant des matrices de comptabilité sociale (MCS) pour le Nigeria et la Tanzanie, le document examine environ 10 cas de bouclage liés aux comptes publics, au reste du monde, à l'équilibre investissement-épargne et aux marchés des facteurs. La

bibliothèque AGRODEP comprend maintenant 22 modèles (provenant de l'IFPRI et d'autres sources) mais aussi des boîtes à outils et une documentation sur 15 Notes Techniques d'AGRODEP. Les modèles sont organisés autour de deux piliers principaux : (1) modèles de simulation et boîtes à outils et (2) modèles économétriques et boîtes à outils. Etant donné que l'AGRODEP porte une plus grande attention aux PAAS, l'accent est surtout mis sur l'acquisition et le stockage de plus de modèles et de boîtes à outils liés aux méthodes économétriques, à l'évaluation d'impact, à l'analyse des chaînes de valeur et à la gestion des ressources naturelles. Dans le même temps, l'AGRODEP continue à entretenir et mettre à jour l'ensemble actuel de ses 22 modèles économiques et boîtes à outils.

Le portail de données AGRODEP, hébergé sur le site web d'AGRODEP, couvre différents types de données utilisées pour l'analyse économique et la recherche sur les politiques liées à la croissance agricole et au développement en Afrique. AGRODEP poursuit la fonction de stockage de données en remplissant et en mettant à jour son catalogue avec des bases de données disponibles provenant de diverses sources. L'ajout récent de 9 nouvelles MCS – pour l'Égypte, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Malawi, le Mozambique, le Soudan, la Tanzanie et l'Ouganda – a

porté à 319 le nombre total de bases de données du portail.

La réunion du groupe d'experts sur la construction et la production de tableaux des ressources et des emplois (SUT, en anglais) organisée par la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) en février 2018, s'est révélée très prometteuse pour ce qui est de l'offre potentielle de MCS de meilleure qualité aux pays africains. Cette réunion, à laquelle ont participé des experts en statistique de 30 pays africains, a été l'occasion pour les pays d'échanger leurs expériences et leurs bonnes pratiques et de renforcer les capacités techniques des participants à compiler et à appliquer les SUT. La gestionnaire de projet d'AGRODEP a fait une présentation intitulée « Utilisation des Matrices de Comptabilité Sociale dans l'analyse des politiques : exemples tirés d'AGRODEP ».

### Adhésion à l'AGRODEP

L'AGRODEP compte actuellement 181 membres issus de 27 pays africains, dont 30% de femmes. Le grand nombre d'adhérents qualifiés permet d'identifier des experts pouvant être positionnés et équipés pour diriger l'expansion des activités des PAAS. En novembre 2017, l'AGRODEP a lancé un nouvel appel à l'adhésion pour recruter des chercheurs qualifiés ressortissants de pays africains, basés en Afrique et titulaires d'un doctorat obtenu au cours des 15 dernières années (ou encore des doctorants ou titulaires d'un master plus compétences techniques et expérience). Les chercheurs engagés ou fortement intéressés par les domaines thématiques des PAAS – analyse des politiques commerciales, analyse des chaînes de valeur, technologie agricole et investissements – ont été encouragés à postuler. Une plus grande considération a été accordée aux candidats des pays qui

ne possèdent que peu ou pas de représentation dans l'AGRODEP. Lors de la sélection initiale, 80 personnes ont été sélectionnées sur 506 candidats ; la seconde sélection diminuera ce nombre. La sélection finale et l'inscription des nouveaux membres (via un processus d'adhésion en ligne) ont été finalisées en août 2018.

L'AGRODEP publie des résultats de recherche subventionnée dans sa série de documents de travail lancée en juin 2012. Le 40<sup>ème</sup> article de la série a été publié en janvier 2018. Le document intitulé « Contraintes de crédit et productivité agricole dans les pays en développement : le cas de l'Afrique de l'Est » examine comment le crédit affecte la productivité agricole dans la région, ainsi que la relation entre les

## RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

---

### MEMBRES D'AGRODEP



126



55



31

MEMBRES AFFILIÉS



27

PAYS

---

### SUBVENTIONS ET BOURSES DE RECHERCHE



VALORISATION  
DE LA  
RECHERCHE



RECHERCHE  
INNOVANTE



LACUNES DE  
LA RECHERCHE



FONDS DE  
DÉMARRAGE



RÉCOMPENSES  
ACCORDÉES  
AUX  
PUBLICATIONS

---

### FORMATION ET RESÉAUTAGE 2017

**Réseau Evaluation d'Impact d'AGRODEP**

**Réseau Analyse des Chaînes de Valeur d'AGRODEP**

**Blogs des membres**

**Bulletins mensuels**



**1 Formation**

**4 Ateliers coparrainés**

**Groupes d'Experts PNIA**



perdes d'efficacité et les contraintes de crédit. En se basant sur les données de l'Enquête permanente sur les conditions de vie (EPCV)-Enquêtes Intégrées sur l'Agriculture en Tanzanie et en Ouganda, le document constate que le crédit affecte la productivité agricole dans la région à travers différents canaux et de différentes manières. Globalement, la taille des exploitations agricoles, les services de vulgarisation et les revenus non agricoles, semblent également affecter la productivité agricole. En outre, les résultats montrent que la plupart des ménages ruraux continuent à compter sur des systèmes informels de crédit plutôt que sur les systèmes formels ou semi-formels.

## Formations et ateliers

L'AGRODEP a organisé deux ateliers pour ses membres au Sénégal en 2017. Le premier – sur la modélisation de l'équilibre général calculable des effets des politiques nationales sur l'économie et l'agriculture du Sénégal – a été organisé en février par l'Unité d'Economie Agricole du Centre Commun de Recherche (Séville), avec le soutien d'AGRODEP, de l'Initiative Prospective Agricole et Rurale (organisme de recherche sénégalais) et du Centre de Recherche Environnementale de Wageningen. Le deuxième – consacré à la modernisation de l'agriculture africaine à travers l'adoption de technologies agricoles améliorées – a eu lieu en septembre et a été organisé

par le consortium AGRODEP, avec le soutien de la Fondation pour les Etudes et la Recherche sur le Développement International, l'IFPRI, l'Initiative d'adoption des technologies agricoles et la Banque Mondiale, en collaboration avec l'Institut des Hautes Etudes du Développement Durable.

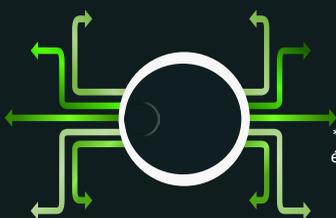
En décembre 2017, le consortium AGRODEP a organisé à Dakar une formation sur « l'analyse des politiques et les innovations dans les chaînes de valeur ». La formation s'est étalée sur deux jours de conférences et d'exercices pratiques utilisant les données des chaînes de valeur pour familiariser les participants avec diverses méthodes d'analyse des chaînes de valeur ainsi que plusieurs nouvelles interventions innovantes visant à améliorer le bien-être des agriculteurs. Onze membres d'AGRODEP (sélectionnés parmi 48 candidats) étaient présents.

L'AGRODEP facilite la collaboration à travers des réseaux spécialisés tels que le Réseau d'Evaluation d'Impact d'AGRODEP (AIEN, en anglais) et le réseau d'Analyse des Chaînes de

## RESSOURCES TECHNIQUES

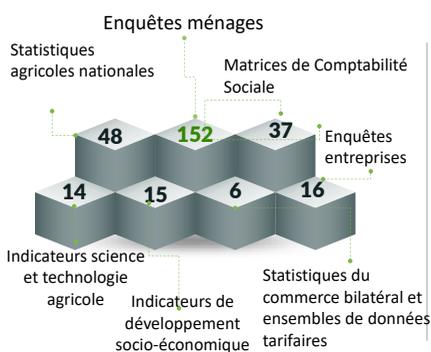
### MODÈLES ET BOÎTES À OUTILS

- \*Modèle Standard de l'IFPRI
- \*Modèle MIRAGE
- \*Modèle MIRAGRODEP
- \*Modèle IMPACT
- \*Modèle PEP 1-1
- \*Modèle PEP 1-T
- \*Modèle GTAP
- \*Modèle PETS
- \*Modèle PE-Trade
- \*Modèle ERATO
- \*Modèle de gravité
- \*Modèle DREAM
- \*Modèle d'Equilibre Spatial



- \* Boîte à outils d'analyse macroéconomique et de micro simulation
- \* Boîte à outils de modélisation macroéconomique
- \* Boîte à outils des règles de bouclage macroéconomique
- \* Boîte à outils RECS
- \* Boîte à outils sur les élasticités de l'offre et de la demande
- \* Programme TASTE
- \* Boîte à outils d'agrégateur cohérent de politiques
- \* Boîte à outils de formation à GAMS

### BASES DE DONNÉES



### SÉRIES DE PUBLICATIONS



## Site Web d'AGRODEP

The African Growth and Development Policy Modelling Consortium is an initiative aimed at positioning African experts to take a leadership role in the study of strategic development questions and the broader agricultural growth and policy debate facing African countries.

**AGRODEP Technical Note Series**

**TECHNICAL NOTE NO. 15**  
The latest addition to the AGRODEP Technical Note Library, *Sensitivity of Computable General Equilibrium Models to Macroeconomic Closure Rules: Evidence from the IFPRI Standard Model*, was recently completed to provide technical guidance for the new *Closure Rule Toolkit*. View this technical note along with the rest of the series in the technical note library [read more](#)

**CURRENT COVERAGE**  
AGRODEP maintains repositories of economic models and data sets, related documentation and research output available to all Network Members.

23 MODELS | 319 DATASETS | 556 RESOURCES | 181 MEMBERS

[WWW.AGRODEP.ORG](http://WWW.AGRODEP.ORG)

Valeur d'AGRODEP (AVCA, en anglais). Grâce à ces deux réseaux, l'AGRODEP fournit à des chercheurs sélectionnés les derniers développements techniques et thématiques dans les domaines de l'évaluation d'impact et de l'analyse des chaînes de valeur. L'AGRODEP encourage également le réseautage entre les chercheurs d'un même pays, et entre les chercheurs engagés dans des recherches similaires dans différents pays, en fournissant des subventions pour l'organisation d'ateliers et de réunions d'équipes ainsi que la diffusion des résultats des recherches et des recommandations stratégiques.

### Gestion des connaissances et sensibilisation

Le Consortium détient plusieurs outils de sensibilisation, notamment des publications telles que la *Newsletter AGRODEP* et le *Bulletin AGRODEP*, qui sont diffusés électroniquement et affichés sur le site Web d'AGRODEP. La *Newsletter AGRODEP* informe les parties prenantes sur les actualités et les événements d'AGRODEP, les membres mis à l'honneur et les publications. Le *Bulletin AGRODEP* donne un aperçu des principales questions de développement économique en Afrique et annonce les activités d'AGRODEP. Selon un calendrier bimensuel, le Consortium a publié à ce jour quatre *Newsletters* et deux *Bulletins* en 2017 et trois

*Newsletters* au cours du premier semestre de 2018. Il existe d'autres publications de sensibilisation, y compris la série de documents de travail AGRODEP, la série de notes techniques AGRODEP et la série de rapports de données AGRODEP.

Le portail Web d'AGRODEP ([www.agrodep.org](http://www.agrodep.org)) continue de se développer, fournissant de nouvelles ressources, des actualités et des informations aux membres et aux parties prenantes d'AGRODEP. Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 30 juin 2018, le portail a attiré un total de

29.272 visites, dont 49% provenaient de l'Afrique. L'influence d'AGRODEP sur les réseaux sociaux augmente également. L'AGRODEP est présent sur LinkedIn (232 membres), Facebook (1.300 likes) et Twitter (1.359 followers). Les présentations et les vidéos d'AGRODEP partagées sur la chaîne YouTube d'AGRODEP (549 abonnés) ont attiré 35.948 visionnements entre janvier 2017 et juin 2018.

L'AGRODEP continue de s'appuyer sur des groupes de gestion de projet et de gouvernance, y compris une petite équipe de coordination des programmes, un Conseil d'Administration du Consortium (anciennement appelé Comité Directeur) et un Conseil Scientifique. Bien que l'IFPRI continue de diriger la coordination générale pour assurer une transition en douceur vers une augmentation des adhésions et un élargissement des activités PAAS, les fonctions de coordination seront adaptées pour répondre aux besoins d'un consortium plus mature et plus engagé. De légères modifications ont été apportées à la composition et à l'organisation du personnel impliqué dans la coordination du programme. Le Consortium effectue actuellement un remaniement de son Conseil d'Administration et ajuste sa composition de manière à s'aligner sur la fonction PAAS élargie du Consortium, en incluant davantage de décideurs politiques et de représentants de groupes

non étatiques. Le Conseil Scientifique continuera à faire appel à des experts techniques de premier plan, mais l'adhésion de ses membres est en cours d'examen en vue d'acquérir une expertise dans les domaines thématiques ciblés dans le cadre du programme de Malabo.

## ACTIVITÉS PLANIFIÉES

Pour le reste de l'année 2018, le ReSAKSS continuera à renforcer les processus de responsabilisation mutuelle du PDDAA. Plus précisément, le ReSAKSS soutiendra les efforts menés par la CUA et l'APCN pour planifier la prochaine RB de 2020, en tirant les leçons de la RB inaugurale pour améliorer le processus et renforcer les indicateurs, les méthodologies et les outils de la RB. Le ReSAKSS élaborera des notes d'orientation qui aideront à diffuser les résultats du rapport de la RB inaugurale

et la fiche de résultats tant au niveau national que régional. Le ReSAKSS fournira également un soutien technique pour renforcer les processus de RCA dans les 18 pays, y compris les Seychelles, qui ont déjà réalisé des évaluations de RCA, et initiera des évaluations dans 11 nouveaux pays : le Cap-Vert, Djibouti, la Gambie, la Guinée, le Lesotho, le Libéria, Madagascar, Maurice, le Niger, le Nigeria et la Sierra Leone.

Entre 2018 et 2019, le ReSAKSS fournira un soutien technique et analytique pour guider l'évaluation et la formulation de la prochaine génération de PNIA dans une vingtaine de nouveaux pays identifiés par la CUA et l'APCN, en déployant des experts locaux pour soutenir ces efforts. Le ReSAKSS assurera le leadership du travail analytique et, avec un groupe de travail PNIA composé d'experts internationaux, soutiendra le travail des experts locaux. L'IFPRI et le ReSAKSS participeront également aux ateliers



d'appropriation des PNIA et aux ateliers techniques organisés par les différents pays. Le ReSAKSS continuera à travailler avec les États-Membres de la CEDEAO dans la phase finale d'intégration dans leurs PNIA respectifs, de l'analyse fondée sur des données probantes que l'IFPRI a dirigée. À mesure que de plus en plus de pays compléteront et valideront les versions préliminaires des PNIA, le ReSAKSS soutiendra leur revue technique.

Le ReSAKSS continuera à préparer les ATOR 2017-2018 et 2018-2019 à l'échelle de l'Afrique et organisera la Conférence Annuelle 2018 du ReSAKSS à Addis-Abeba, où l'ATOR 2017-2018 sera lancé.

Le ReSAKSS fournira un appui technique pour la mise en place de nouvelles plateformes nationales SAKSS à Djibouti, en Guinée, au Malawi, au Niger, au Swaziland et en Zambie. Le ReSAKSS renforcera également les 14 plateformes nationales SAKSS existantes et mettra en place ou renforcera leurs réseaux analytiques locaux et leurs activités de suivi-évaluation. De nouvelles évaluations des besoins en renforcement des capacités (CNA, en anglais) seront lancées au Cap-Vert, à Djibouti, en Gambie, en Guinée, au Lesotho, en Namibie, au Nigéria et en Sierra Leone. Les pays dotés d'un eAtlas recevront une formation du ReSAKSS pour les aider dans la gestion de l'outil. Le ReSAKSS développera également de nouveaux eAtlas nationaux pour l'Angola, le Cap-Vert, Djibouti, l'Égypte, la Guinée, la Mauritanie, la Namibie, les Seychelles, le Swaziland et le Zimbabwe.

Au cours des prochains mois de l'année 2018, AGRODEP poursuivra le développement de l'infrastructure institutionnelle pour son volet PAAS. Les activités actuelles liées à l'adhésion – telles que

l'inscription d'une nouvelle promotion et la révision des directives concernant l'admission des membres – complètent ces efforts. Pour ce qui est de l'analyse des politiques commerciales de la composante PAAS, un atelier sera organisé entre les experts et les mentors d'AGRODEP dans les domaines du commerce international et régional. L'atelier vise à mobiliser les membres du groupe pour aborder les questions liées à la zone de libre-échange continentale africaine. L'atelier de trois à quatre jours comprendra l'établissement d'un agenda, des présentations de recherches et des sessions de formation sur les méthodes quantitatives d'analyse des politiques commerciales.

L'AGRODEP continuera à coordonner et à suivre l'engagement de ses membres dans les activités liées au ReSAKSS, telles que le soutien du processus des PNIA et du projet PARI. Le Consortium en est également aux premières étapes de la préparation des membres d'AGRODEP afin qu'ils apportent leur soutien à la RB 2020 de la CUA.

Dans le cadre du volet Ressources Techniques, l'AGRODEP continuera à gérer les bibliothèques de modèles et de données et publiera une note technique sur l'équilibrage des MCS. L'AGRODEP prévoit d'organiser deux ateliers de formation avant la fin de l'année. Un de ces ateliers portera sur la conception d'évaluations expérimentales des interventions pour l'adoption de technologies agricoles. Cet atelier sera ouvert aux équipes comprenant un chercheur de l'AGRODEP et un décideur politique. L'AGRODEP poursuivra la réorganisation de ses instances de gouvernance pour assurer une meilleure orientation, en particulier en ce qui concerne la nouvelle fonction 'conseil et analyse des politiques.'

Crédits photos : p. 2, 5 (en haut), 7 et 8 © ReSAKSS ; p. 3 © CUA ; p. 5 (en bas) © AGRA ; p. 10-11 © AGRODEP.

Droits d'auteur © 2018 Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires. Tous droits réservés. Pour obtenir une autorisation de reproduire, contactez [ifpri-copyright@cgiar.org](mailto:ifpri-copyright@cgiar.org).

## PARTENAIRES ET STRUCTURES DE GOUVERNANCE DU RESAKSS ET DU CONSORTIUM DE MODELISATION AGRODEP

Le Système Régional d'Analyse Stratégique et de Gestion des Connaissances (ReSAKSS) est un réseau multinational de transmission du savoir représenté par quatre plateformes : une au niveau continental ou africain (ReSAKSS-AW) et trois au niveau sous-régional - Afrique de l'Est et du Centre (ReSAKSS-ECA), Afrique australe (ReSAKSS-SA) et Afrique de l'Ouest (ReSAKSS-WA). Les nœuds sous-régionaux sont hébergés respectivement par l'Institut International de Recherche sur l'Elevage au Kenya, l'Institut International de Gestion de l'Eau en Afrique du Sud et l'Institut International d'Agriculture Tropicale au Nigéria.

L'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI) coordonne le travail du ReSAKSS-AW à travers une instance de gouvernance présidée par la Commission de l'Union Africaine et l'Agence de Planification et de Coordination du NEPAD. Chaque nœud est dirigé par un Comité Directeur composé de représentants des principaux groupes de parties prenantes du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) et présidé par les Communautés Economiques Régionales respectives : la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest pour le ReSAKSS-WA ; le Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe pour le ReSAKSS-ECA ; et la Communauté de Développement de l'Afrique Australe pour le ReSAKSS-SA. Les Comités Directeurs assurent la supervision et veillent à ce que l'agenda du ReSAKSS reste enraciné dans les priorités de développement agricole, le PDDAA et les stratégies régionales. Les parties prenantes du ReSAKSS et les partenaires incluent les agences gouvernementales, les décideurs politiques (internationaux et nationaux), les analystes politiques, les donateurs, les instituts de recherche et les chercheurs, la communauté universitaire, la société civile, les groupements d'agriculteurs et le secteur privé.

Le Consortium de Modélisation des Politiques pour la Croissance et le Développement en Afrique (AGRODEP) représente la collaboration entre l'IFPRI, l'Association pour le Renforcement de la Recherche Agricole en Afrique Orientale et Centrale (ASARECA), le Réseau d'Analyse des Politiques Alimentaires, Agricoles et des Ressources Naturelles, le Conseil de l'Afrique de l'Ouest et du Centre pour la Recherche et le Développement Agricoles (CORAF/WECARD) et certaines institutions universitaires de premier plan en Afrique et dans le monde.

Le Consortium de Modélisation est géré par l'IFPRI et régi par un Conseil d'Administration du Consortium (ancien Comité Directeur) et un Conseil Scientifique. Le Conseil d'Administration du Consortium guide l'AGRODEP sur les questions clés de politique, les questions opérationnelles et la mobilisation des ressources ; veille à ce que l'initiative reste axée sur ses objectifs et sa mission tout en étant gérée efficacement ; et recommande des stratégies et des actions pour augmenter l'efficacité et l'impact d'AGRODEP. Les membres du Conseil d'Administration du Consortium comprennent des représentants d'organisations régionales et internationales, d'établissements universitaires et d'universités, d'organismes d'aide internationale et d'autres organisations de premier plan en matière de politiques et de développement. Le Conseil Scientifique veille à maintenir le consortium AGRODEP à la pointe de l'innovation technique et répond aux besoins techniques de ses membres. Le Conseil Scientifique est composé de membres particuliers, experts de la communauté de la recherche et des politiques économiques, jouissant d'une reconnaissance internationale et d'une connaissance exceptionnelle des pays africains et des principaux défis auxquels ces derniers sont confrontés.

Il faut compter parmi les autres partenaires institutionnels clés d'AGRODEP : le *Global Trade Analysis Project* aux États-Unis, le *Centre for World Food Studies* aux Pays-Bas, l'Université Catholique de Louvain en Belgique, l'Université Laval au Canada et l'Université de Pretoria en Afrique du Sud.

# INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES

Un monde sans faim ni malnutrition

1201 Eye Street, NW  
Washington, DC 20005  
Tél.: +1-202-862-5600  
Fax: +1-202-862-5606  
Email: [ifpri@cgiar.org](mailto:ifpri@cgiar.org)  
Skype: ifprihomeoffice

## [www.resakss.org](http://www.resakss.org)

### **ReSAKSS–Afrique**

P.O. Box 5689  
Addis Abeba, Ethiopie  
T: + 251 (0) 11 617 2500  
F: + 251 (0) 11 646 2927  
Email: [resakss-africa@cgiar.org](mailto:resakss-africa@cgiar.org)

### **ReSAKSS–Afrique de l'Est et du Centre**

P.O. Box 30709  
Nairobi, Kenya  
T: + 254 (20) 422 3000  
F: + 254 (20) 422 3001  
Email: [resakss-africa@cgiar.org](mailto:resakss-africa@cgiar.org)

### **ReSAKSS–Afrique australe**

Private Bag X813  
Silverton 0127  
Pretoria, Afrique du Sud  
T: + 27128459141  
F: + 27 (0)12 845 9110  
Email: [resakss-africa@cgiar.org](mailto:resakss-africa@cgiar.org)

### **ReSAKSS–Afrique de l'Ouest**

Oyo Road, PMB 5320  
Ibadan, Etat d'Oyo, Nigéria  
T: + 234 (2) 241 2626  
F: + 873761798636  
Email: [resakss-africa@cgiar.org](mailto:resakss-africa@cgiar.org)

## [www.agrodep.org](http://www.agrodep.org)

### **AGRODEP**

**IFPRI–Dakar**  
Titre 3396, Lot #2  
BP 24063 Dakar Almadies  
Sénégal  
Tel: + 221.33.869.9800  
[info-agrodep@agrodep.org](mailto:info-agrodep@agrodep.org)